

Michel Besson : « La bio et l'agroécologie sont des projets de transformation sociale »

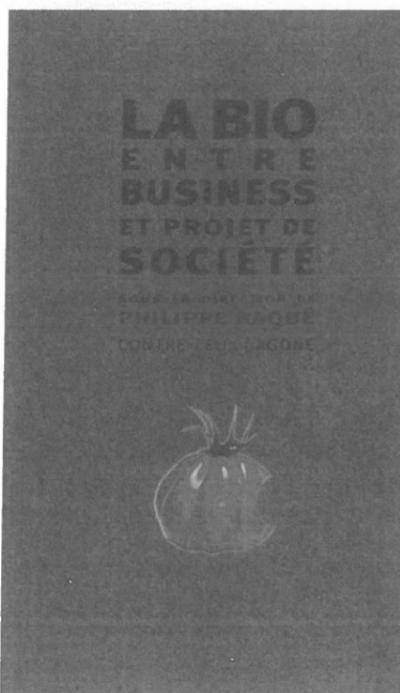
Michel Besson est le coauteur d'un passionnant ouvrage collectif qui fait le point sur la bio en 2012. La bio entre business et projet de société, éditions Agone, est l'aboutissement de deux années de travail de huit personnes – journalistes, sociologues, agronomes et paysans – qui ont mené des enquêtes de terrain en Amérique, en Afrique, au Proche-Orient et en Europe. Michel Besson est venu présenter son livre chez Nature & Progrès. Nous avons longuement bavardé avec lui... Entretien avec Dominique Parizel & Guillaume Lohest

La bio entre business et projet de société critique le bio-business mais montre surtout comment des paysans mettent en pratique les principes fondamentaux de l'agriculture bio, de l'agroécologie, et proposent des alternatives à un modèle de société destructeur.

Michel, quel fut le contexte de votre travail ? Comment avez-vous décidé de vous lancer dans un travail collectif ?

Je suis paysan et commerçant alternatif, cofondateur de l'association *Minga* et de la coopérative *Andines*. Cette coopérative est active depuis vingt-cinq ans dans ce qu'on appelle le commerce équitable. Tout comme l'agriculture biologique, le commerce équitable est une idée qui a été largement récupérée. Nous voulons, quant à nous, poursuivre notre démarche, pour une économie qui soit réellement équitable, pour une autre économie... C'est, hélas, de plus en plus difficile car le système ultralibéral est très fort pour récupérer les mots et les concepts afin de les vider en grande partie de leur sens, avec le seul objectif de marchandiser les choses.

Philippe Baqué, qui dirige l'ensemble de l'ouvrage édité par *Agone*, est un vieux copain. Ensemble, nous avons conclu que nous ne voulions pas faire le travail seuls ; nous avons donc convié des gens autour d'une table, il y a environ deux ans et demi de cela. Quatre hommes et quatre femmes. Nous avons d'abord mis deux mois à nous accorder sur un sommaire ; nous ne voulions pas faire un livre théorique mais travailler sur la base d'enquêtes de terrain.



Disponible à la librairie de *Nature & Progrès*, www.docverte.be

Nous avons alors lancé une souscription qui nous a permis de lever douze mille euros. Une institution locale nous a également soutenus. Philippe, qui est journaliste, a travaillé un an à plein temps sur le livre, ce qui explique qu'il signe une majorité de chapitres. Tout a cependant été abondamment lu, relu et discuté de manière collective. Comme la méthode et la démarche, la rédaction de l'introduction et de la conclusion sont également des travaux collectifs. Nous avons aussi voulu nous pencher sur l'histoire car, si on veut aller de l'avant, il est indispensable de regarder loin en arrière, selon les pays, selon les coutumes, selon les modes d'agriculture, selon les types de développements économiques... Il est évident que l'agroécologie telle que la conçoivent les peuples Aymaras ou Quechuas, en Bolivie, n'a rien à voir avec ce que nous appelons ici l'agriculture biologique. Avec cette grosse difficulté, chez nous les Occidentaux, que nous sommes handicapés par une pensée de type néocolonialiste, cartésienne et productiviste. Il nous est très difficile de nous défaire de la religion du progrès et de remettre en cause les imaginaires pour penser autrement. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons décidé d'aller voir ailleurs. Cela m'intéressait particulièrement car j'avais déjà vécu pendant quatre ans en Colombie dans des cultures amérindiennes.

Le moment du livre n'a rien d'innocent... Y avait-il urgence à faire un bilan ?

Nous n'aurions certainement pas travaillé de la même manière il y a cinq ans, c'est



sûr. Mais ce qui nous a surtout paru essentiel, c'est de montrer que la question de l'alimentation est vraiment l'affaire de tout le monde, et l'agriculture aussi. Nous étions donc comme des petits affamés qui voulaient étudier cette question de l'alimentation en travaillant avec des organisations agricoles – la Confédération paysanne, *Nature & Progrès* – mais aussi avec des syndicats ouvriers et d'autres organisations populaires... Je participe actuellement, avec *Andines*, à *Alimentons 2012*, une campagne regroupant une quinzaine d'organisations, en France, qui travaillent toutes sur l'éducation à l'alimentation, mais aussi sur l'éducation à l'économie, sur l'éducation à la conscience, etc. Il s'agit d'éducation populaire, partant du principe que ni l'école républicaine, ni les grands médias ne parlent de cela. Il est indispensable de s'auto-éduquer, de s'auto-informer par d'autres manières et par d'autres canaux, notamment en se mettant en réseaux et en décloisonnant la société.

Notre société occidentale, soi-disant développée, est particulièrement divisée, sectorisée. Avec tous les mépris que cela suppose. Encore aujourd'hui, les paysans sont méprisés, par les urbains par exemple ! Mais le mépris est général : j'ai été ouvrier en usine pendant dix-sept ans et nous méprisions allègrement les commerçants « qui sont tous des voleurs »... On ne sait pas de quoi on parle, mais on méprise ! Une des principales préconisations que nous devons faire à présent, c'est de s'unir, absolument. Les corporatismes, agricole,

ouvrier, employé, commerçant, ne nous amèneront jamais à la moindre transformation de la société. Car ce qui nous intéressait aussi dans ce bouquin, c'était d'en faire un outil de transformation sociale. Depuis six mois que le livre est sorti, il n'a fait l'objet d'aucune couverture presse. Et nous n'en voulons pas ! Pourtant, *Agone* vient de rééditer 3 500 exemplaires, et il y en avait déjà 5 000 de vendus. Juste grâce au bouche à oreille. Comme quoi, nous, les citoyens, sommes capables de nous poser de bonnes questions !

Nous ne sommes plus strictement au cœur d'une problématique de technique agricole ?

Il est indispensable de globaliser les problèmes sans pour autant les fragmenter. Mais tout part des territoires ; il faut qu'on essaie ensemble d'avoir une vision globale et ne pas avoir peur d'analyser le fonctionnement de la société dans laquelle nous vivons. Tout se base sur le profit, sur la financiarisation ; ce ne sont même plus les grands patrons de l'industrie multinationale qui décident de notre sort, ce sont les grands patrons de la finance. Il faut absolument tenir compte de cela et agir dans ce cadre-là.

Après, il y a des visions qui diffèrent selon les générations et cela nous intéresse beaucoup. Questionner l'alimentation et sa production peut aller jusqu'à la remise en cause de la notion même de propriété : la propriété privée, évidemment, mais même la propriété collective. Dans nos pays, la question du foncier va prendre une impor-

tance croissante. C'est différent en Bolivie, en Afrique ou ailleurs... Ces questions doivent être abordées tranquillement. Là aussi, il faut regarder l'histoire : la propriété privée n'a pas toujours existé...

Chez *Nature & Progrès*, en Belgique, nous défendons la bio « projet de société », mais nous avons toujours plutôt travaillé dans l'optique de faire évoluer les règlements et de rester en bonne entente avec tous ceux qui les appliquent. Le projet de société peut-il encore trouver une place dans la réglementation officielle ?

La bio est le respect de la vie, de la nature, des êtres humains. En Europe, le système l'a régulée par le biais d'un label. C'est toujours la même stratégie du capitalisme : réduire les grands concepts à des critères purement techniques afin de marchandiser les choses. Nous avons observé la même chose pour le commerce équitable, qui a été complètement récupéré. Il est souvent intéressant de comparer les destins de toutes ces généreuses idées : quand, il y a vingt-cinq ans, nous avons monté la coopérative *Andines*, nous avons été les premiers à associer ces deux mots-là. Cela a été dur mais, au bout de deux ans, nous avons conclu que nous pouvions tout de même nous dire commerçants. Quant à l'équitable, nous sommes remontés jusqu'à Aristote qui parlait déjà d'équité dans les échanges, il y a vingt-trois siècles. Nous n'avions donc rien inventé. Il s'agissait d'équité pour tous les travailleurs : exiger le respect des droits sociaux, faire en sorte que tous les travailleurs puissent vivre de

leur travail, tout le long de la filière et partout...

Personnellement, je ne divise pas non plus la planète en Nord et Sud, qui sont des notions du Nord ; j'évite de tomber dans le tiers-mondisme. Donc, qu'il s'agisse de nos luttes ouvrières ou de nos luttes paysannes, notre idée, c'est l'équité pour tous les travailleurs, à travers toutes les étapes de la production. Mais le système, par le biais de faux labels, par le biais de marques purement privées soutenues par certains pouvoirs politiques, a fait que le commerce équitable, ce n'est vraiment pas l'équité pour tout le monde. On l'a réduit à un acte purement caritatif du Nord envers le Sud, dans le chef de consommateurs qui n'ont plus rien de citoyens : il faut acheter les produits de pauvres petits producteurs du Sud qu'il faut aider et éduquer... On est en plein néocolonialisme.

Sur un autre plan, le capitalisme a fait pareil avec la bio : le respect global de la vie et de la nature – qu'on retrouve très bien dans le cadre de l'agroécologie – a été complètement marginalisé par le biais de labellisations que nous avons même parfois amenées nous-mêmes. J'ai personnellement connu *Nature & Progrès* dès 1971 ; il n'était alors pas question de contrôle. Il s'agissait de développer des critères de méthode et d'aider le producteur à produire. Parler de contrôles, de labels et de certifications, c'est déjà tout autre chose... La première chose à faire, c'est d'améliorer les pratiques, et pas seulement les pratiques agricoles, mais aussi l'ensemble des échanges au sein du système alimentaire. Il y a dix-sept ans que je n'ai plus mis les pieds dans un supermarché ; rassurez-vous, je suis toujours vivant...

Donc, la bio – l'agriculture biologique et l'ensemble de ses valeurs fondatrices – est devenue le bio – le marché des produits labellisés bio – en se laissant réduire à des critères purement techniques. Pour la plupart des gens, les produits bio sont juste des produits sans pesticides et l'agriculture biologique est faite par des agriculteurs qui travaillent sans pesticides.

La plupart des gens ne viennent à elle que par un souci individuel de santé...

On ne peut certainement pas le leur reprocher. Mais le problème vient du fait que nous n'avons pas toutes les clés pour réfléchir au problème. Nous avons une très mauvaise éducation ! Je ne critique pas les

enseignants qui font ce qu'ils peuvent. Mais, en France en tout cas, ce n'est pas le peuple qui fait les programmes scolaires. Le système défend ses intérêts par le biais du système éducatif. Et c'est pareil avec les grands médias : il y a actuellement trois cents grèves ouvrières à travers la France ! Qui en parle ? On en cite trois ou quatre dans les médias...

Dans le bouquin, nous n'avons pas seulement voulu dénoncer, ou donner des clés, mais surtout analyser comment le système arrive constamment à récupérer nos propres aspirations populaires. Tout le monde veut se nourrir sainement ! Tout le monde aspire à une société qui respecte la nature ! Or on voit bien où va la planète aujourd'hui, avec le changement climatique, etc. En plus, on nous fait peur sans arrêt. Et nous avons parfaitement conscience que cette peur qu'on nous a mise dans la tête, ce catastrophisme ambiant, doivent être aujourd'hui remis en cause. Ce n'est pas individuellement qu'on va y arriver... Nous préconisons donc des démarches plus collectives de réflexions, de rencontres et d'entraide afin d'ébaucher, petit à petit, des solutions qui conviennent à tout le monde.

Même les agriculteurs conventionnels, sauf les très gros et les très riches, arrivent de plus en plus, pour survivre, à des méthodes de commercialisation qui ont été expérimentées par la bio : ventes à la ferme, etc.

Pour le bouquin, j'ai beaucoup travaillé sur la question du lait. J'ai rencontré deux cents paysans, en Normandie, dans le Limousin... C'est un secteur très particulier, surtout s'ils sont en monoproduction. Ils sont, en fin de compte, toujours obligés de passer par une laiterie... La question des coopératives se pose également. Les grosses coopératives agricoles, en France, fonctionnent presque comme des multinationales. Les paysans membres de la coopérative n'y ont plus aucun pouvoir. Elles sont dirigées par des notables alliés aux techniciens et aux bureaucrates. Donc, c'est compliqué !

Mais il y a quand même des revendications intéressantes, notamment au niveau de la bio et du lait, à travers les GAB, à travers la FNAB, à travers *Nature & Progrès*, à travers des réseaux locaux et des organisations locales qui arrivent à faire autrement. J'ai rencontré beaucoup de paysans qui sont

obligés de vendre à la grande distribution. Aujourd'hui, ils me disent qu'ils ne savent pas faire autrement, mais qu'ils seraient prêts à changer, du jour au lendemain, leur manière de fonctionner, de commercialiser, d'échanger les produits, de les distribuer... Il faut que les citoyens se mettent à travailler avec eux pour le faire. Ils se veulent citoyens avant d'être agriculteurs et attendent que la société se transforme afin qu'il soit possible de produire autrement, mais surtout de transformer et de distribuer autrement. Ces agriculteurs attendent de véritables bouleversements, au niveau des territoires, qui prennent mieux en compte les notions de proximité et de démocratie...

Comment avancer dans cette direction-là, notamment en ce qui concerne des associations comme la nôtre, alors que la société est encore profondément enracinée dans la consommation de masse ? N'y a-t-il pas un risque de s'éloigner du vécu de 98 % de nos concitoyens ?

Il faut taper sur le clou, encore et toujours. L'éducation populaire – ou l'éducation permanente, en Belgique – est une chose très importante. Il s'agit d'analyser les choses en profondeur. Il ne suffit plus de dénoncer les dérives ou de sacraliser des solutions possibles, car celles qui valent aujourd'hui ne sont pas forcément celles qui vaudront demain. Il y a ensuite des actes concrets à poser et personne ne peut nous empêcher de le faire ; personne ne peut nous empêcher de nous rencontrer, de nous parler et de nous auto-organiser. Nous pouvons travailler au niveau territorial, politique. Au niveau des communes, par exemple, en ce qui concerne la restauration scolaire notamment... Il ne faut pas avoir peur de solliciter nos responsables politiques : ils sont à notre service. Il faut arrêter notre fatalisme à leur égard : monsieur le maire, nous vous avons élu, alors travaillez pour nous ! Cela aussi, c'est un changement dans l'imaginaire car nous avons toujours plutôt la trouille des politiques...

Notre enquête nous a démontré qu'il existe infiniment plus d'initiatives populaires qu'on ne veut bien le croire : sur le jardinage et sur l'autoproduction, par exemple, cela se développe énormément et on n'en parle pas suffisamment. Même si parfois le milieu agricole n'aime pas trop cela. Quand on me dit qu'il existe cent cinquante jardins collectifs à Bruxelles, je trouve cela réellement extraordinaire... Chez moi, à Saint-

Denis, il y en a dix-sept ! Je l'ignorais, il y a encore six mois, parce que ce sont des initiatives privées, très locales, et qui naissent en même temps que le besoin. C'est un phénomène qui explose littéralement en Grèce car les gens s'organisent pour cultiver eux-mêmes.

Chez *Nature & Progrès* comme dans la société, nous avons pris l'habitude de distinguer très nettement le jardinage dit « amateur » de l'agriculture de métier. N'est-ce pas, au fond, une même fonction qui est remplie à des échelles différentes ? L'ancêtre du potager amateur, c'est l'agriculture vivrière ?

Les nécessités vont sans doute reconnecter tout cela car il va falloir revenir à une production vivrière qui soit efficace. Les jardins et les coopératives ouvrières sont nés du besoin, il y a plus d'un siècle. Il fallait nourrir au moins la famille... Là aussi, l'histoire est intéressante.

Je parlais de mépris mutuel... Nous avons un ami agriculteur dans la Marne qui passe nous livrer des paniers de légumes. Il visite notre jardin collectif et cela le fait évidemment rigoler. Petit à petit, il a cependant fini par donner quelques conseils et il a vu que, malgré tout, cela pousse ! Progressivement, il a arrêté de mépriser ces urbains qui jouent aux jardiniers. Il a compris que c'était sérieux et que, si les gens avaient monté ce jardin collectif, ce n'était pas seulement pour s'occuper le samedi... C'était par nécessité mais aussi par désir. Par plaisir de cultiver eux-mêmes une partie de ce qu'ils allaient trouver dans leurs assiettes. Alors, si on ne fait pas de rapports entre jardinage et agriculture, c'est aussi parce que les gens ne se rencontrent pas, ne se connaissent pas.

Les milieux bio peuvent-ils se livrer eux-mêmes aujourd'hui à une autocritique du bio, même s'il s'agit de bio industriel ? Cela entache aussi, quelque part, le bio « projet de société ». N'y a-t-il pas un risque de scier la branche qui nous porte ?

C'est une critique classique qu'on nous fait depuis le début. Même avant d'avoir écrit le livre... Mais si l'on suit ce raisonnement, cela veut tout simplement dire qu'il faut arrêter de réfléchir et laisser faire tout et n'importe quoi. Nous pensons, au contraire, qu'il faut affronter les problèmes et promouvoir ce qui nous semble intéressant. Nous aurions pu faire un bouquin unique-

ment sur le *bio business*. Nous ne l'avons pas fait. Ce que nous avons voulu réaliser, à travers le livre, c'est justement la promotion complète de l'agroécologie, ou de l'agriculture biologique, dans une vision globale. Car qu'est-ce qui se passe si l'on se tait ? Évidemment, il y a des contradictions mais il faut les regarder en face. Et puis, à chacun de faire ses choix...

Devons-nous jouer à fond notre rôle associatif, de réflexion et de critique sociale, ou sommes-nous toujours, peu ou prou, dans la promotion générale de l'agriculture biologique, dans tous ses aspects, y compris les plus commerciaux ? Une association comme la nôtre, pour demeurer fidèle à ses options de départ, ne doit-elle pas s'investir davantage dans une mission d'éducation permanente plutôt que dans un lobbying institutionnel général pro-bio ?

Les deux angles d'attaque restent possibles, mais ils semblent en effet de plus en plus contradictoires. La première chose qu'une association doit faire, dans son domaine, c'est réfléchir. Jusqu'à peut-être remettre en cause les formes d'élevage qu'elle a soutenu dès le départ ! Pourquoi pas ? *Nature & Progrès* a également des cahiers des charges plutôt techniques... Tout ce qui concerne le droit du travail, les droits humains et l'équité dans les échanges vient de la Charte de l'IFOAM de 1972, et c'est très court. Quand on parle de contrôles participatifs, il paraît logique de travailler là-dessus aussi parce que l'agriculture biologique ne peut pas se résumer à une affaire de production. Qu'en est-il du revenu équitable, pour les femmes comme pour les hommes, qu'en est-il de la propriété foncière, voilà des questions dont se fiche le bio-business. Alors, comme il va prendre une ampleur croissante, je pense qu'il est urgent que les associatifs que nous sommes s'organisent aujourd'hui pour résister, pour faire des propositions et organiser des alternatives. Il faut dire les choses, même s'il y a des conflits d'intérêts, car si nous restons passifs, nous n'arriverons jamais à la moindre transformation sociale... Maintenant, nous ne sommes pas là non plus pour juger ; nous ne sommes pas là pour condamner le petit producteur bio qui va vendre en grande surface. J'ai découvert que certains producteurs de lait bio sont obligés de le faire pour survivre. Ce n'est pas leur faute si la grande majorité de

la population – dans laquelle nous pouvons d'ailleurs nous inclure – a beaucoup de mal à comprendre les choses telles qu'elles sont et à prendre ses responsabilités. La grande majorité de nos concitoyens ignore parfaitement comment le commerce fonctionne. Bon nombre d'agriculteurs refusent de se reconnaître commerçants, alors qu'il faut bien qu'ils vendent leur production et qu'il s'agit d'un acte commercial... Ils se bornent à vendre à une laiterie, par exemple, qui décide des prix pour eux ! Ils vendent des céréales à une coopérative sans même connaître leur prix de revient et sans savoir s'ils sont en mesure de vivre de leur travail. Rares sont les agriculteurs qui décident encore de leurs méthodes de production et même de ce qu'ils vont cultiver...

L'agroécologie repose sur des savoir-faire paysans. Mais qu'est-ce que cela veut encore dire, en Belgique, en 2012 ?

Est-il vraiment pertinent, par conséquent, de parler d'agroécologie au niveau belge ?
C'est une grave question. Mais on peut aussi questionner l'enseignement agricole à ce propos. En ce qui concerne l'agroécologie, il faut bien admettre que mes amis quechuas et aymaras, des « analphabètes » de culture orale, sont bien plus savants que nous car ils ont gardé le respect du sol, le respect de l'eau, tout un rapport spirituel à la nature qui les « outille » mieux que nous en matière de transmission des savoirs élémentaires : techniques agricoles, mélanges de plantes... Ce qui ne veut évidemment pas dire non plus qu'ils ont la solution à tout. Mais transformer la nature même de notre enseignement – et pas seulement le cadre – suppose un mouvement social profond. Or nous vivons une mondialisation qui laisse très peu de latitudes aux états pour faire évoluer les choses... Les états nationaux, aujourd'hui, sont sans doute plus impuissants que les petits territoires. Il est sans doute possible de faire beaucoup plus de choses au niveau d'une petite commune qu'au niveau d'un pays. Il y a, par exemple, de plus en plus de petites communes qui agissent au niveau des sols, qui gèlent ou qui achètent des terres pour qu'elles restent des terrains agricoles plutôt que de devenir des terrains à construire...

Plus d'infos :

<http://atheles.org/agone/contrefeux/labioen-trebusinesetprojetdesociete/index.html>